



Note de présentation générale

Budget primitif 2024

CCAS de Rouen

Table des matières

1. Avant-propos.....	2
2. Equilibre général	2
3. Le fonctionnement.....	3
a. Recettes	3
b. Dépenses	6
4. L'investissement	12
a. Recettes	12
b. Dépenses	13
5. L'endettement	13
6. Présentation par thématique (crédits réels de fonctionnement et d'investissement)	14
a. L'action sociale, l'accompagnement et l'accès aux droits	15
b. L'action en faveur des aînés	16
c. L'action en faveur de l'enfance	18
d. L'insertion professionnelle et l'innovation sociale.....	18
e. Moyens généraux	19
7. Conclusion	20

1. Avant-propos

Le CCAS reprend ses résultats antérieurs de manière anticipée pour équilibrer son budget primitif de l'année courante. Cette ressource, d'un montant de 963 K€ au budget 2023, s'élève à 723 K€ au budget primitif 2024, en raison du résultat de clôture 2023 de -240 K€.

Le CCAS a ainsi dû ajuster ses prévisions budgétaires pour l'année 2024 pour équilibrer son budget, et déterminer son besoin de financement. Cet exercice de prévision doit s'articuler avec le budget de la Ville, dont le CCAS perçoit la plus importante partie de son financement.

Le budget du CCAS comporte deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement. Il est présenté par chapitres et articles conformément à la nomenclature M57, puis voté au niveau du chapitre. La section d'investissement n'est plus présentée par opérations d'équipement mais par chapitres budgétaires, comme pour la section de fonctionnement.

Le budget regroupe les dépenses et les recettes liées aux principales actions du CCAS :

- Les missions quotidiennes d'accompagnement social et d'accès aux droits : accompagnement des bénéficiaires du RSA, polyvalence, domiciliation, Allocations communales de solidarités (ACS) et autres aides, les structures de l'Atelier et de la Chaloupe ;
- L'animation et le lien social ;
- Les politiques en faveur des aînés et la lutte contre l'isolement ;
- L'insertion professionnelle et le projet « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
- La politique d'accueil des migrants.

2. Equilibre général

Le budget principal pour l'année 2024 du CCAS de Rouen s'équilibre, tous mouvements confondus, réels et ordre, à 7 171 838.32 € pour la section de fonctionnement et à 274 188.33 € pour la section d'investissement.

	BP 2021	BP 2022	BP 2023	BP 2024	Taux d'évol. /BP 23
Fonctionnement	7 144 682,54 €	7 326 492,90 €	6 741 765,79 €	7 171 838.32 €	6.38%
Investissement	534 153,50 €	478 593,35 €	339 057,02 €	274 188.33 €	-19.13%
TOTAL	7 678 836,04 €	7 805 086,25 €	7 080 822,81 €	7 446 026.65 €	5,15%

La section de fonctionnement est présentée en hausse de 6,38%, Tandis que la section d'investissement est en baisse de -19,13%. Le volume de la section d'investissement a diminué de plus de 50% entre 2021 et 2024.

L'équilibre de la section de fonctionnement est présenté avec une reprise anticipée du résultat de l'exercice 2023 qui s'établit à 630 025.32 €, contre 765 284,79 € en 2023, soit une baisse de 135 259.47 K€ entre les deux exercices.

La section d'investissement est composée, en recettes des dotations aux amortissements et de la reprise du solde reporté d'exécution positif des années antérieures. Elle est en baisse sur les quatre derniers exercices du fait notamment de la baisse conjuguée des dotations aux amortissements et du résultat d'exécution de la section d'investissement. Elle représente moins de 4 % du budget 2024 contre 7,5 % en 2021. Les dépenses

d'investissement servent à financer les travaux, l'acquisition de logiciels et de licences informatiques, l'achat de divers matériels et à rembourser le capital des deux emprunts en cours.

L'équilibre de la section d'investissement est assuré grâce à la reprise anticipée du résultat d'investissement qui s'établit à 92 999.33 € en 2023, contre 175 678,02 € en 2022 (-82.6 K€ soit -47% entre les deux exercices).

La stratégie financière pour la période 2021-2024 a consisté à puiser dans les ressources propres du CCAS pour le financement de ses investissements. Ainsi le CCAS a par conséquent prélevé dans son résultat d'investissement (347.8 K€ en 2021 contre 92.9K€ en 2024 soit -254.9K€ en 3 exercices). Aussi, la question du financement des futurs projets d'investissement du CCAS devra être précisée à l'avenir dans le cadre d'une nouvelle stratégie de financement, notamment via la recherche de financements extérieurs.

3. Le fonctionnement

a. Recettes

Les recettes réelles de fonctionnement prévues par le CCAS au titre de l'exercice 2024 s'élèvent à 7 159 238,32 €, en augmentation de 6,37 % par rapport au BP 2023.

Chapitre budgétaire	BP 2023	BP 2024	Tx évol. 2024/2023
002 - Résultat de fonctionnement reporté	765 284.79 €	630 025.32 €	-17.67%
013 - Atténuations de charges	248 601.00 €	265 558.00 €	6.82%
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	130 033.00 €	79 892.00 €	-38.56%
74 - Dotations et participations extérieures	5 534 823.00 €	6 159 502.00 €	11.29%
<i>Dont Subvention de la Ville</i>	<i>4 676 309.00 €</i>	<i>5 200 000.00 €</i>	<i>11.20%</i>
75 - Autres produits de gestion courante	51 700.00 €	24 261.00 €	-53.07%
TOTAL	6 730 441.79 €	7 159 238.32 €	6.37%

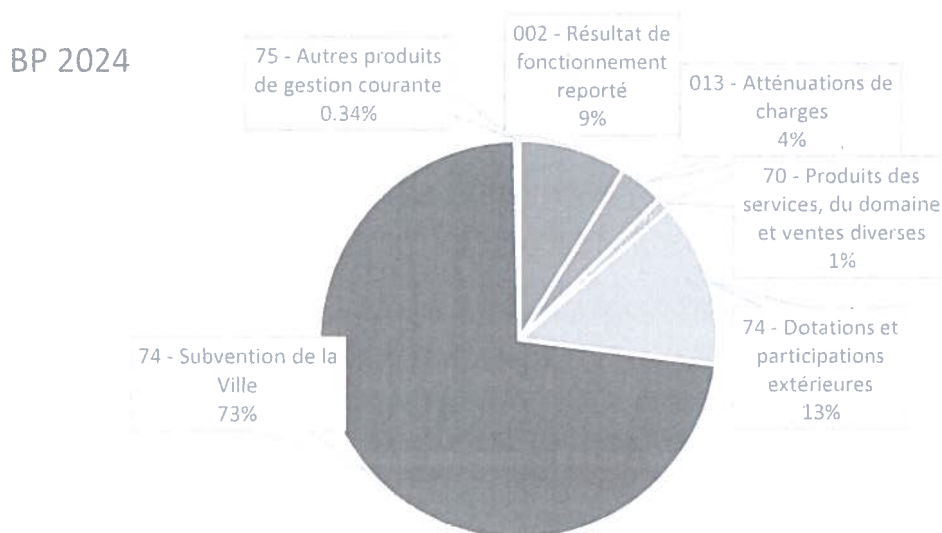
L'augmentation de 523,7 K€ (+11.2%) de la dotation de fonctionnement versée par la ville porte cette dernière à un montant de 5,2 M€ pour 2024, et explique l'évolution des recettes réelles de 6,37% au BP 2024.

La prévision de recettes du chapitre 013 - atténuations de charges progresse de 6.8 % du fait de l'augmentation constatée sur les trois derniers exercices des remboursements de l'assurance statutaire et impacte également, dans une moindre mesure, la dynamique des recettes de fonctionnement.

Les autres chapitres présentent une diminution pour les raisons suivantes :

- Ligne 002 : le résultat repris au BP 2024 de manière anticipée est diminué du résultat constaté à la clôture de l'exercice 2023 de -157 K€, soit une diminution de 17,67%.
- Chapitre 70 : Suite à la fermeture du service Téléalarme à la fin du 1^{er} trimestre 2023, les produits de vente de prestations sont en baisse de 38,56%.
- Chapitre 75 : La configuration du logiciel Sonate, utilisé pour la facturation des résidences autonomie, contraignait jusqu'à présent à faire transiter la facturation des résidents non prélevés automatiquement par le biais d'une opération équilibrée en dépenses et en recettes sur le budget principal. L'abandon de ce mécanisme au cours de l'année 2023 a pour effet de présenter uniquement les recettes de gestion courante au BP 2024 et d'améliorer la lecture du budget principal. Les recettes prévues sont l'indemnisation de l'assurance des dommages subis sur les matériels du CCAS pour 19,6K€, le remboursement des chèques accompagnement personnalisé (CAP) non utilisés en 2023 pour 3,7K€, et diverses autres recettes (avoirs, remises) pour 1K€.

La structure des recettes réelles du CCAS se compose comme suit :



NB : hors reprise du résultat de fonctionnement N-1, la subvention de la ville représente 79,6% des recettes de fonctionnement contre 78,4% au BP 2023.

Chapitre 013 : Atténuations de charges

Ces recettes sont des produits qui viennent en diminution d'une charge déjà réglée. Ce chapitre enregistre par conséquent :

- Les remboursements de l'assurance statutaire et de la CPAM sur les rémunérations des agents : 98.3K€. Ces remboursements sont en augmentation constante depuis 2020.
- Les remboursements de charges de personnels refacturés à des tiers : 63 K€ refacturés à la ville de Rouen et 50 K€ refacturés à l'association Rouen Seniors
- La part salariale des chèques déjeuners (3.20 € unitaires sur une valeur de 8 €) : 54.3 K€.

Chapitre 70 : Les produits des services et ventes diverses

Ce chapitre budgétaire regroupe les refacturations internes au CCAS mais aussi à des partenaires extérieurs (Régie des Quartiers, association Migra'toit).

Type de recettes	BP 2023	BP 2024	Tx d'évol.
Prestations de services (téléalarme)	40 993.00 €	0.00 €	-100.00%
Prestations par d'autres redevables	77 000.00 €	75 392.00 €	-2.09%
Autres produits d'activités annexes	5 040.00 €	0.00 €	-100.00%
Prestations aux budgets annexes	7 000.00 €	4 500.00 €	-35.71%
TOTAL	130 033.00 €	79 892.00 €	-38.56%

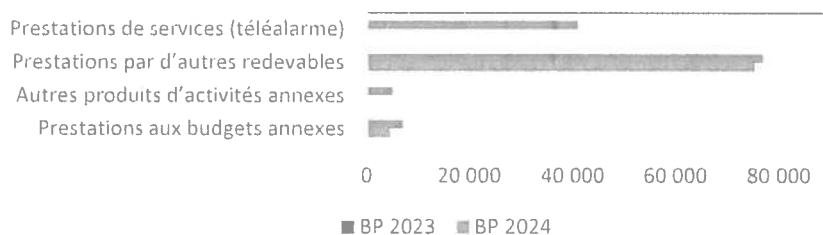
La fermeture du service Téléalarme à la fin mars 2023 se traduit par une baisse des recettes de prestations de services de 41 K€. L'arrêt des prestations de Téléalarme implique également une diminution des dépenses pour environ le même montant, les dépenses et les recettes de ce service étant équilibrées (fin du CDD de technicien, fin des prestations de téléalarme facturées par le prestataire).

Les autres recettes inscrites correspondent à la refacturation de charges supportées par le budget principal du CCAS comme :

- Le remboursement du loyer et des charges locatives par la Régie de Quartier pour la surface occupée au bâtiment des 4 cantons et par l'Atelier (refacturation interservices) : 34,3 K€,
- Le remboursement par les budgets annexes de l'hébergement des services à la maison des Aînés : 33,8 K€,
- Le remboursement des charges de la maison rue de Tunis par l'association Migra'toit : 7,3K€,
- Le remboursement des frais de personnels mis à disposition : 4,5 K€

Le remboursement des Chèques Accompagnement Personnalisés (CAP) non distribués en 2023 est prévu au chapitre 75 – autres recettes de gestion courante.

Chapitre 70 - produits des services et ventes diverses

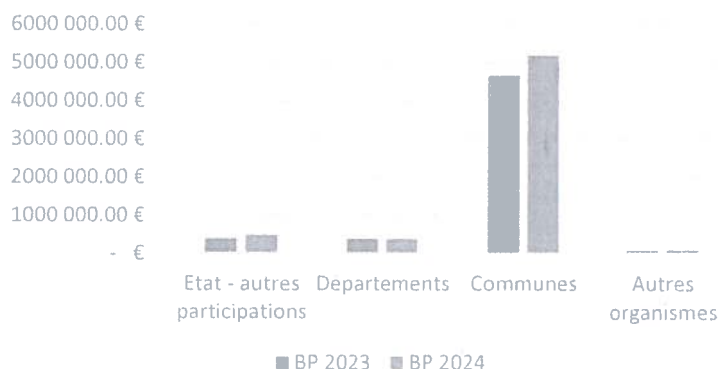


Chapitre 74 : Les dotations

Les dotations représentent 86 % des recettes de fonctionnement, contre 82% au BP 2023 et 74% au BP 2022.

Types de financeurs	BP 2023	BP 2024	Evol. % BP24/BP23
Etat	391 500.00 €	487 146.00 €	24.43%
Départements	386 800.00 €	386 142.00 €	-0.17%
Communes	4 676 309.00 €	5 200 000.00 €	11.20%
Autres organismes	80 214.00 €	86 214.00 €	7.48%
TOTAL	5 534 823.00 €	6 159 502.00 €	11.29%

Structure des dotations



La participation de la Ville de Rouen est présentée en augmentation de 11,20 % et s'établit à 5 200 000 €, soit une augmentation de 523 691 € par rapport au BP 2023.

La participation de l'Etat au budget du CCAS est en augmentation de 24,45% (soit + 95,6 K€) par rapport à l'exercice 2023 :

- La subvention au Programme de Réussite Educative, avec l'extension à la rive gauche du secteur QPV (quartiers prioritaires de la politique de la ville), est prévue à hauteur de 240 K€ contre 171 K€ au BP 2023 (+69K€),
- La 2^{ème} tranche de la subvention ARS 2023 (25K€) au bénéfice de la Chaloupe sera titrée en 2024. Cet effet comptable augmente la prévision de recettes de 50 K€ à 75 K€ pour 2024.

Les subventions du Département de la Seine-Maritime versées dans le cadre du dispositif d'accompagnement RSA (Revenu de Solidarité Active) pour 333 K€ et du FSE (Fonds Social Européen) pour 53 K€ au bénéfice de l'Atelier sont reconduites en 2024, avec une légère baisse pour l'Atelier (-10K€).

La participation de la Métropole de Rouen pour le PRE (Programme de Réussite Educative) est prévue en légère hausse (+6K€ soit +7,5%) en raison de l'extension à la rive gauche du secteur QPV (quartiers prioritaires de la politique de la ville).

Chapitre 75 : Les autres recettes de gestion courante

Les recettes prévues à ce chapitre sont les suivantes :

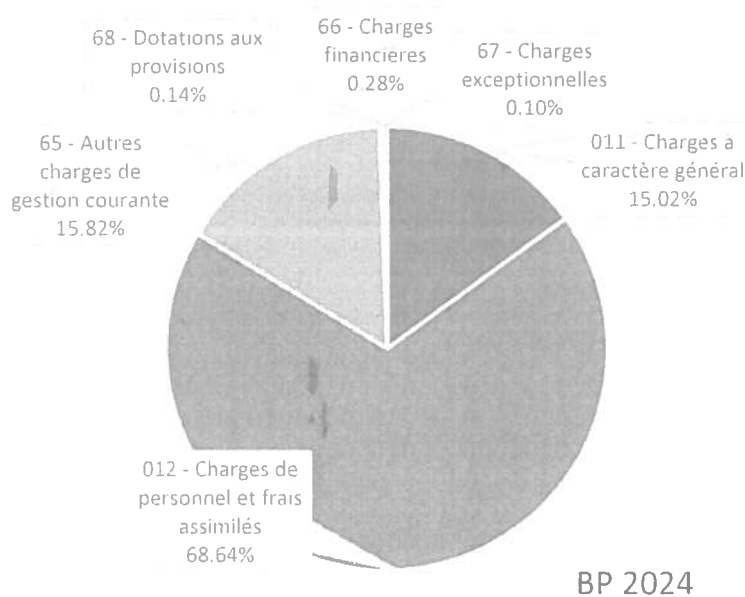
- Indemnisation de l'assurance des dommages subis sur les matériels du CCAS lors des émeutes de juin 2023 : 19,6K€,
- Remboursement des chèques accompagnement personnalisé (CAP) non utilisés en 2023 pour 3,7K€
- Diverses autres recettes (avoirs, remises) pour 1K€.

b. Dépenses

Le montant des dépenses réelles proposées au BP 2024 est en augmentation de 411,5 K€ (soit +6,25 %) par rapport au montant des dépenses réelles votées au BP 2023.

Ces dépenses se décomposent de la façon suivante :

Chapitre budgétaire	BP 2023	BP 2024	Tx d'évol.	Evol. €
011 - Charges à caractère général	1 053 511.00 €	1 051 270.00 €	-0.21%	-2 241.00 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	4 366 398.79 €	4 803 458.32 €	10.01%	437 059.53 €
65 - Autres charges de gestion courante	1 154 109.00 €	1 107 191.00 €	-4.07%	-46 918.00 €
66 - Charges financières	12 643.00 €	19 530.00 €	54.47%	6 887.00 €
67 - Charges exceptionnelles	300.00 €	7 000.00 €	2233.33%	6 700.00 €
68 - Dotations aux provisions	- €	10 000.00 €	100.00%	10 000.00 €
TOTAL	6 586 961.79 €	6 998 449.32 €	6.25%	411 487.53 €



Chapitre 011 : Les charges à caractère général : 1 051 270 €

Ce chapitre regroupe l'ensemble des dépenses liées aux achats, à la sous-traitance de services, aux loyers et charges locatives, à la maintenance et aux divers honoraires et taxes.

Ces charges sont stables en 2024. Néanmoins, des évolutions portent sur :

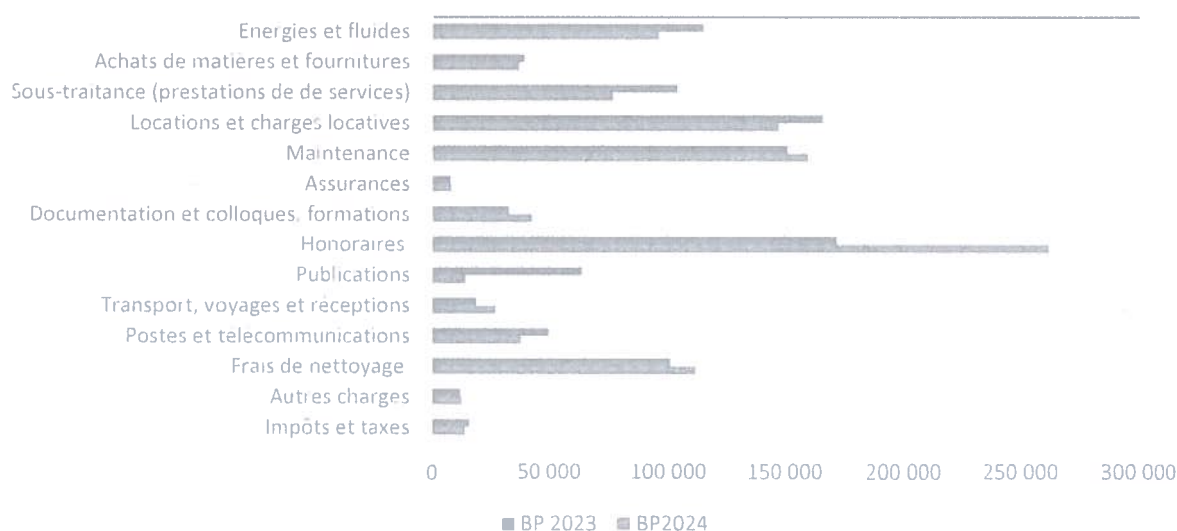
- Les dépenses de fluides : 97 K€ (contre 115,2 K€ au BP23) : effet des tarifs d'électricité et de gaz renégociés au nouveau marché Métropole pour la période 2024/2025.
- Les achats de matières et fournitures : 37,4 K€ (contre 39,4K€ au BP23),
- Les contrats de prestations de services : 77,2 K€ (contre 104 K€ au BP23) : effet de la fermeture du service de téléalarme.
- Les locations mobilières, immobilières et charges locatives : 147,7K€ (contre 166,2 K€ au BP23) : effet de la refacturation à la régie des quartiers pour une plus grande surface au sein du bâtiment des 4 cantons.
- L'entretien et la maintenance : 160 K€ (contre 151,4K€ au BP23),
- Les assurances : 8,4 K€ (contre 8,2K€ au BP 23),
- La documentation et les formations : 42,8K€ (contre 33K€ au BP23) : dépenses pour les groupes de parole d'analyse des pratiques et de supervision prévues en année pleine, mais aussi effort sur les crédits alloués à la formation.
- Les honoraires divers et des intervenants pour activités du PRE (Programme de Réussite Educative) : 241,3K€ (contre 172,1K€ au BP 23). L'extension du secteur QPV à la rive gauche justifie l'inscription

de 75K€ supplémentaires permettant de soutenir les familles les plus démunies dans la scolarisation et l'éducation de leurs enfants.

- Les missions et réceptions : 27,3K€ (contre 19,3K€ au BP23),
- Les frais postaux et télécommunications : 38,2K€ (contre 50,2K€ au BP23),
- Les frais de nettoyage des locaux : 112 K€ (contre 101,4K€ au BP23),
- Les impôts et taxes : 14,4K€ (contre 16,1K€ au BP23).

Ci-dessous le détail par grand type de dépenses comparé avec le BP 2023 :

Chapitre 011 - Charges à caractère général



Chapitre 012 : Les charges de personnel : 4 803 458,32 €

Représentant 68,6 % des dépenses de fonctionnement du CCAS en 2024, les dépenses de personnel sont présentées au BP 2024 en augmentation de 10%, soit +437 K€ par rapport au BP 2023.

Cette évolution de +10% de BP à BP a été calculée à partir des dépenses réalisées en 2023, auxquelles s'ajoutent les mesures présentées ci-dessous :

- L'effet en année pleine de la revalorisation du point d'indice de 1,5% à compter du 01/07/2023 (28,2 K€) ;
- L'attribution de 5 points d'indice à tous les personnels au 01/01/2024 (42 K€) ;
- Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) pour 22 K€ ;
- Les avancements de grades et primes individuelles (8 K€) ;
- Une création d'un poste de chargé de mission insertion prévue sur 4 mois (18,3 K€)
- La budgétisation des postes vacants à pourvoir (59,7 K€) ;
- Le remplacement des agents en arrêt long et connus (94,4K€) ;

- Le remplacement des agents au besoin (46,3 K€) ;
- Des enveloppes prudentielles pour indemnités en cas de rupture conventionnelle de contrat (10 K€), règlement de CET (Compte Epargne Temps) à la demande de l'agent (10K€), Allocations de Retour à l'Emploi si perte d'emploi pour motif involontaire (10K€) ;
- La constitution d'une provision pour versement d'un capital décès (10K€) ;
- Les enveloppes pour gratifications des stagiaires rémunérés (3 K€) et services civiques (3K€).

La refacturation des personnels mutualisés de la ville au CCAS représente 266,3 K€ en 2024. La refacturation des personnels du PRE (Programme de Réussite Educative) de la ville au CCAS représente 199 K€.

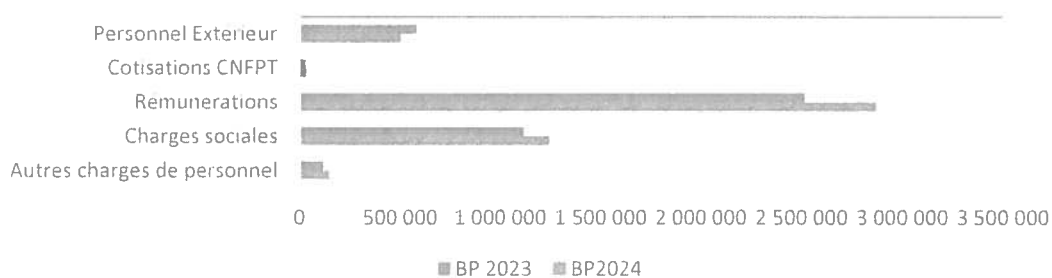
Des actualisations pour la cotisation à l'assurance statutaire, pour les tickets restaurants, la médecine du travail et la prévention sont intégrées dans le projet de BP 2024.

Le service téléassistance a cessé son activité le 21 mars 2023. Le poste de technicien a été supprimé à la fin du 1er trimestre 2023.

Ces inscriptions budgétaires représentent un effort conséquent dans le contexte financier actuel du CCAS.

Types de charges	BP 2023	BP 2024	Tx d'Evol.
Personnel Extérieur	583 747.79 €	504 631.00 €	-13.55%
Cotisations CNFPT	32 040.00 €	36 805.00 €	14.87%
Rémunérations	2 516 501.00 €	2 871 566.32 €	14.11%
Charges sociales	1 117 070.00 €	1 245 056.00 €	11.46%
Autres charges de personnel	117 040.00 €	145 400.00 €	24.23%
TOTAL	4 366 398.79 €	4 803 458.32 €	10.01%

Chapitre 012 - Charges de personnels



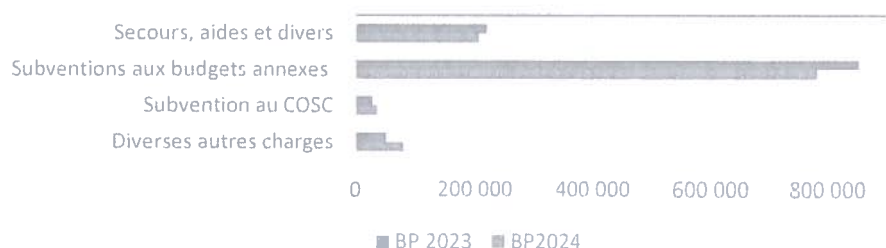
Chapitre 65 : Les autres charges de gestion courante : 1 107 191.00 €

Ce chapitre budgétaire regroupe les crédits permettant le versement des secours et aides aux personnes vulnérables, des subventions aux budgets annexes, la participation au COSC et diverses autres charges.

Ce chapitre présente en 2024 une diminution de 4 % du fait d'un ajustement au montant réalisé à la clôture de l'exercice 2023 :

Types de charges	BP 2023	BP 2024	Tx d'Evol.
Secours, aides et divers	220 750.00 €	206 830.00 €	-6.31%
Subventions aux budgets annexes	853 299.00 €	783 461.00 €	-8.18%
Subvention au COSC	28 560.00 €	36 450.00 €	27.63%
Diverses autres charges	51 800.00 €	80 450.00 €	55.31%
TOTAL	1 154 409.00 €	1 107 191.00 €	-4.09%

Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante



Lorsque le CCAS est gestionnaire d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux relevant de la loi du 2 janvier 2002 et faisant l'objet d'une tarification fixée par une autorité extérieure (Conseil Départemental, ARS, CAF...), il est tenu d'individualiser la gestion de l'activité concernée dans un **budget annexe**, rattaché au budget principal, présenté selon la **nomenclature spécifique M22**. C'est ainsi que l'on retrouve dans le budget principal M57 des subventions d'équilibre versées aux budgets annexes : budgets des résidences autonomie, service prestataire, et CLIC.

En 2024, les subventions aux budgets annexes se répartissent comme suit :

Budget	BP 2023	BP 2024	Tx d'évol.
Résidence Trianon	102 036 €	83 199 €	-18.46%
Résidence Bonvoisin	102 066 €	83 258 €	-18.43%
Résidence Saint Filleul	176 641 €	120 165 €	-31.97%
Résidence Rose des Sables	196 204 €	287 440 €	46.50%
Sous-total budget Résidences	576 947 €	574 062 €	-0.50%
Budget Prestataire	143 828 €	79 439 €	-44.77%
CLIC des Aînés	132 524 €	129 960 €	-1.93%
TOTAL	853 299 €	783 461 €	-8.18%

D'un montant global de 783 461 € au BP 2024, les subventions versées aux budgets annexes enregistrent une diminution de 8,18% (soit -69.9 K€) par rapport au BP 2023.

Après deux années d'augmentation des subventions d'équilibre liée à la hausse globale des charges de fonctionnement et aux revalorisations salariales, l'évolution favorable des subventions aux budgets annexes est possible grâce à la prise en compte dès le BP 2024 des tarifs d'électricité et de gaz renégociés dans le cadre du groupement d'achat avec la Métropole pour la période 2024/2025. En effet, avec le nouveau marché, la diminution du coût des énergies est estimée à -48% pour l'électricité et -38% pour le gaz. Ces tarifs n'étaient pas connus au moment de la préparation des budgets annexes à l'automne 2023, et leur

transcription budgétaire n'intervient qu'en DM1 du budget des résidences, qui sera soumise au vote lors du même conseil d'administration.

Les secours et aides sont en diminution de 6,31% en raison de la baisse des crédits inscrits pour le dispositif de l'Aide Municipale Individualisée (AMI), accordée aux locataires pour financer l'augmentation de leur reste à charge¹. Ces crédits, prévus à hauteur de 7 K€ au BP 2024 sont adaptés au regard des réalisations 2023, soit 1,8 K€. Les autres secours et aides sont prévus à hauteur du BP 2023, à l'exception de l'aide financière versée à d'anciens résidents de la résidence « Hameau des Brouettes » relocalisés à la résidence Rose Des Sables pour couvrir un loyer plus élevé, qui est amenée à disparaître après le départ des résidents concernés (-9K€ en 2024).

A noter, le budget primitif 2024 du budget principal du CCAS intègre également au chapitre 65 :

- La subvention dédiée au COSC (Comité des Œuvres Sociales et Culturelles) pour 36,4 K€ : celle-ci est en augmentation afin de financer le remboursement du titre de transport pour les agents de catégorie C,
- Le remboursement au Département d'une partie des subventions FSE 2020 et 2021 perçues au titre de l'Atelier pour 67 844 €, faute de participants éligibles,
- Intègre des crédits prudentiels pour admissions en non-valeurs (4 K€).

Chapitre 66 : Les charges financières : 19 530 €

Les charges financières supportées par le budget du CCAS correspondent aux intérêts des emprunts en cours. Le remboursement du capital de ces emprunts est prévu en section d'investissement.

Deux emprunts ont été contractés pour financer des travaux au siège et à la maison des aînés².

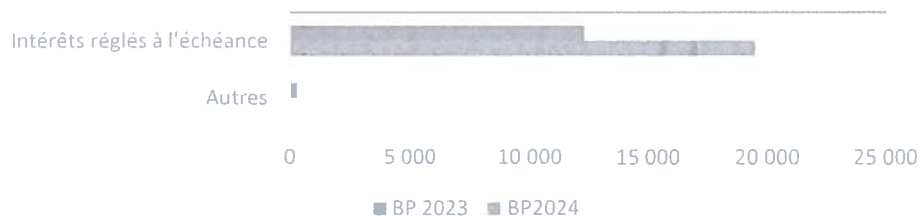
Concernant l'emprunt auprès de la Caisse d'Épargne, les intérêts des emprunts sont en baisse, selon l'échéancier d'échelonnement des remboursements. En revanche, les intérêts de l'emprunt contracté au taux TAM (Taux Annuel Monétaire) peuvent fluctuer selon les marchés financiers. En 2023, ce taux, à 0% jusqu'en 2022, est remonté à 2,73%, d'où l'augmentation en perspective des intérêts de plus de 58% (+7,2K€).

Types de charges	BP 2023	BP 2024	Tx d'Evol.
Intérêts réglés à l'échéance	12 343.00 €	19 530.00 €	58.23%
Autres	300.00 €	- €	-100.00%
TOTAL	12 643 €	19 530 €	54.47%

¹ Dans le cadre du relogement d'un ménage suite à une déconstruction, ou des travaux de réhabilitation lourds

² Echéancier et capital restant à rembourser en fin de note dans la partie endettement

Chapitre 66 - Charges financières



Chapitre 67 : Les charges spécifiques : 7 000 €

Les charges exceptionnelles regroupent des dépenses non récurrentes et qui ne peuvent être assimilées à des charges d'exploitation courante. Y sont regroupés les pénalités de retard, les sinistres, les rappels d'impôt et les opérations de cession d'immobilisations.

Types de charges	BP 2023	BP 2024	Tx d'Evol.
Autres charges exceptionnelles	200,00	7 000,00	3 400%
Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	100,00	0,00	0,00%
TOTAL	300,00	7 000,00	2 233,33%

En raison d'une erreur matérielle, une opération d'annulation de titre de recettes devra être effectuée au budget 2024.

4. L'investissement

a. Recettes

Les recettes d'investissement prévues par le CCAS au BP 2024 s'élèvent à 274 188,33 €, en baisse de 19,13 % (soit -64 868.69 €) par rapport au BP 2023.

Chapitres en recettes	BP 2023	BP 2024	Taux d'évol.
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	175 678.02 €	92 999.33 €	-47.06%
10 - Dotations, fonds divers et réserves	7 200.00 €	7 800.00 €	8.33%
16 - Emprunts et dettes assimilées	1 375.00 €	- €	-100.00%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	154 804.00 €	173 389.00 €	12.01%
Total général	339 057.02 €	274 188.33 €	-19.13%

Cette évolution provient en grande partie de la réduction du résultat de la section d'investissement des exercices antérieurs reporté sur le budget 2024 (-47.06% soit -82 678.69 €).

Les recettes du Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA) sont prévues à hauteur du montant encaissé au cours de l'exercice 2023, soit 7,8 K€. A réception de la notification du remboursement déterminé par la Préfecture de Seine-Maritime, le montant du FCTVA sera ajusté lors d'une prochaine décision modificative.

Le chapitre 16 correspond au montant prévisionnel des dépôts de caution des utilisateurs de la Téléalarme pour l'année 2022. Suite à la fermeture de ce service, aucun crédit n'est inscrit au BP 2024.

Les amortissements des immobilisations sont en hausse de 12% et s'établissent à 173 389 K€.

b. Dépenses

Les dépenses d'investissement prévues par le CCAS au titre du BP 2024 s'élèvent à 274 188.33 €, en baisse de -19,13 % par rapport au BP 2023.

Chapitres en dépenses	BP 2023	BP 2024	Taux d'évol.
16 - Emprunts et dettes assimilées	105 587.00 €	85 700.00 €	-18.83%
20 - Immobilisations incorporelles	42 000.00 €	90 514.76 €	115.51%
21 - Immobilisations corporelles	180 146.02 €	85 373.57 €	-52.61%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	11 324.00 €	12 600.00 €	11.27%
Total général	339 057.02 €	274 188.33 €	-19.13%

Les principales dépenses d'investissements prévues en 2024 sont :

- Evolutions logicielles : 20 K€
- Accord d'entreprise Microsoft (fourniture des licences) : 50K€
- Travaux de câblage et infrastructure : 34.4 K€
- Renouvellement du parc informatique : 35.6 K€
- Installation des badgeuses : 4 K€
- Acquisition de mobiliers : 9.3 K€
- Autres acquisitions (dont matériels ergonomiques – prévention) : 6 K€

Les remboursements des emprunts suivent l'échéancier. Ils sont prévus à hauteur de 85,7 K€ en 2024. La baisse de 18,83% indiquée dans le tableau ci-dessus s'explique par le remboursement en 2023 des cautions de téléalarme versées au chapitre 16 lors de la fermeture du service. Hors cautions, le remboursement du capital des deux emprunts est en augmentation de 2,17% soit +1.8K€ en 2024.

5. L'endettement

Budget Principal	2020	2021	2022	2023	2024
Encours de la dette au 31/12/N	702 947 €	612 462 €	530 602 €	448 742 €	363 042 €
Annuités en capital	119 438 €	90 485 €	81 860 €	83 586 €	85 700 €
Intérêts de la dette	17 744 €	15 901 €	14 068 €	20 239 €	19 530 €
Taux d'endettement	11%	10%	9%	7%	6%
Charge de la dette	2,18%	1,75%	1,56%	1.62%	1.61%

La charge de la dette et le taux d'endettement continueront à baisser en 2024. L'encours de la dette diminue selon l'échéancier normal des remboursements des emprunts en cours.

Le CCAS n'a pas contracté de nouvel emprunt en 2023, son taux d'endettement et la charge de la dette reste stable en 2024

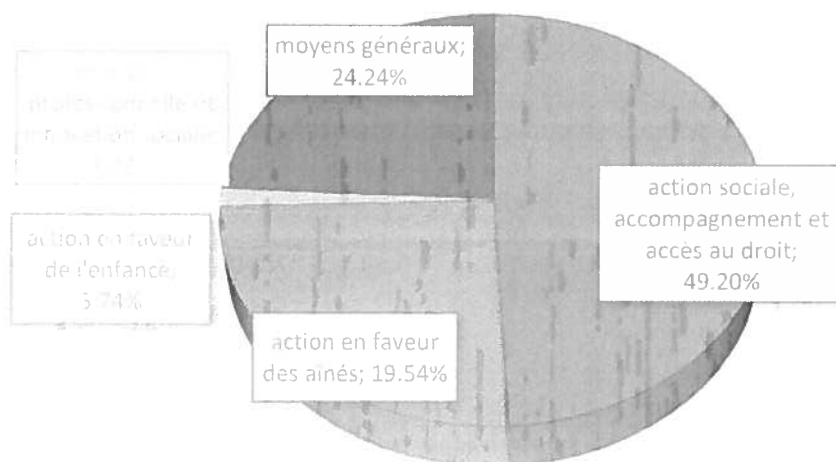
6. Présentation par thématique (crédits réels de fonctionnement et d'investissement)

Le budget principal du CCAS de Rouen s'articule autour de quatre thématiques et ses moyens généraux :

Thématique	Service	Dépenses réelles fonctionnement	Dépenses réelles investissement
1 – Action sociale, accompagnement et accès aux droits	Action sociale et UTS	3 560 113 € soit 50.87 %	12 000 € Soit 4.59 %
	L'Atelier		
	La Chaloupe		
	Domiciliation		
	Centre social Simone Veil		
	Maison du Plateau		
	Maison rue de Tunis		
2 – Action en faveur des aînés	Service des aînés	1 366 109 € soit 19.52 %	52 227.57 € Soit 19.96 %
3 – Action en faveur de l'enfance	Programme de réussite éducative	416 758 € soit 5.96 %	0,00 €
4 – Insertion professionnelle et innovation sociale	Service insertion professionnelle et innovation sociale	92 885 € soit 1.33 %	0,00 €
5 – Moyens généraux	Administration générale	1 562 584.32 € soit 22.33 %	197 360.76 € Soit 75.45 %
TOTAL		6 998 449.32 €	261 588.33 €

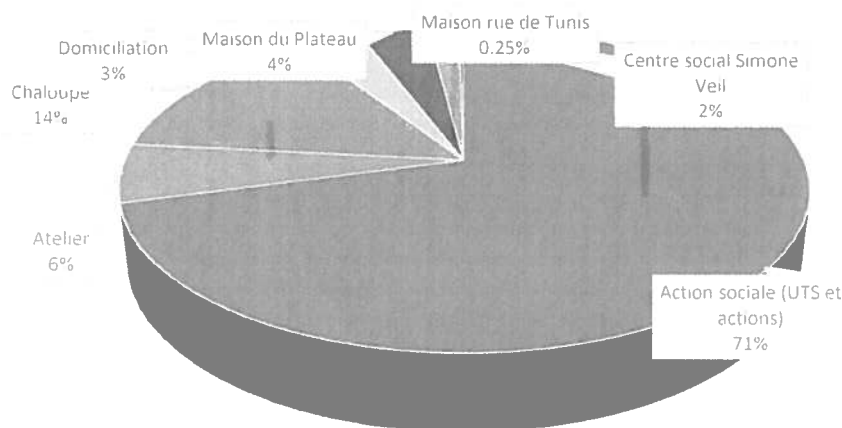
La subvention de fonctionnement versée par la Ville au budget principal du CCAS est ventilée selon chaque thématique de la façon suivante :

BUDGET 2024 PAR THÉMATIQUES



a. L'action sociale, l'accompagnement et l'accès aux droits

49% des crédits inscrits au budget principal du CCAS 2024 sont dédiés à l'Action Sociale pour 3 572 113 €.



Répartition des budgets "Action Sociale" en 2024

Avec un budget globalement en hausse de 5,38 % soit +16.4K€, les **charges à caractère général** prévues au titre de l'action sociale regroupent principalement les charges de fonctionnement des UTS (unités de travail social) et des différents dispositifs dans le graphique ci-dessous. Elles présentent les évolutions significatives suivantes :

- Le budget formation, comprenant les groupes d'analyses de pratiques professionnels pour les travailleurs sociaux prévus en année pleine, est en augmentation de +11,4K€,
- Les frais de nettoyage des UTS et de la Chaloupe, eux-aussi prévus en année pleine en 2024, évoluent de +15K€,
- Diverses autres augmentations, notamment les frais d'impression (+2.5K€) taxes foncières (+1,9K€) et divers achats pour les animations collectives (+1,4K€).
- Les crédits affectés aux actions collectives (maraudes culturelles, Noël solidaire, Journée des migrants, etc.) sont présentés en diminution de -19K€. Prévus à 40K€ en 2023 car intégrant des glissements de charges de l'exercice 2022 à 2023, ce budget est revu à 21 K€ en 2024.

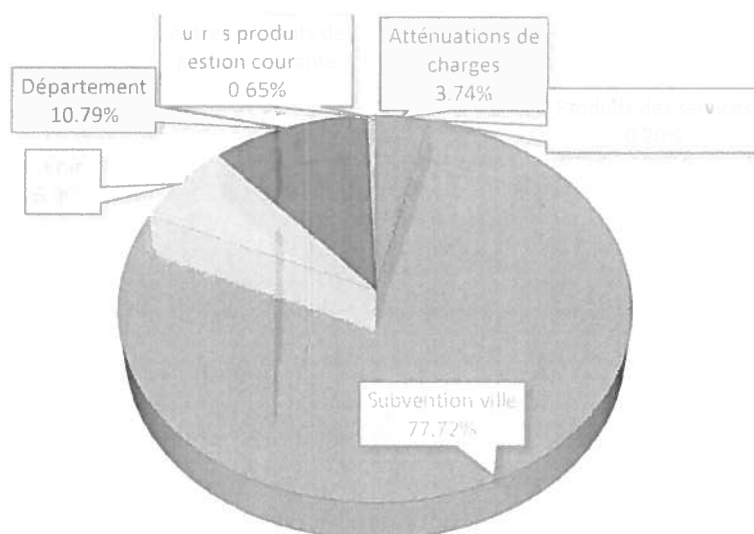
Les **charges de personnel** dédiées à l'action sociale sont en augmentation de 18,9 % (soit +484 K€) par rapport au montant prévu au BP 2023.

La thématique « action sociale » regroupe environ 65 % des effectifs prévus au BP. Les charges de personnel représentent près de 86 % des dépenses réelles de fonctionnement de l'action sociale. Les mesures salariales 2024 et la prévision d'enveloppes de remplacement pour les travailleurs sociaux ont par conséquent un fort impact sur ce secteur.

Les **autres charges de gestion courante** sont en baisse de 2,5 %, soit -5.2 K€, par rapport au BP 2023.

Cette évolution s'explique par l'adaptation des crédits alloués à l'AMI (Aide Municipale Individualisée) pour le relogement : ajustement de -5,2 K€ (1.8 K€ prévus en 2024 contre 7 K€ pour l'année 2023)

L'action sociale est financée de la manière suivante :

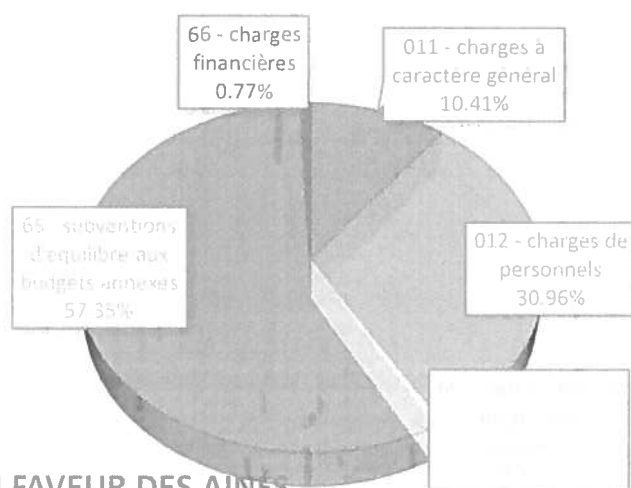


FINANCEMENT DE L'ACTION SOCIALE

Les financements extérieurs représentent près de 18% du total des recettes de l'action sociale, les recettes en atténuation (part agent des chèques déjeuner et remboursements de l'assurance statutaire) près de 4%, tandis que la subvention de la Ville assure 78% du financement de l'action sociale.

b. L'action en faveur des aînés

L'action en faveur des aînés est la deuxième grande thématique sur laquelle le CCAS intervient, à hauteur de 1 418 336,57 € au BP 2024. Le budget se décompose comme suit :



L'ACTION EN FAVEUR DES AÎNÉS

Une augmentation des charges à caractère général de 13,35 % soit +16,7K€ est constatée entre 2023 et 2024 pour l'action en faveur des aînés. Elle s'explique notamment par :

- La prévision de +25,4 K€ concernant l'entretien de la Maison des Aînés, comprenant notamment le remplacement des filtres solaires de la véranda pour 17,5 K€,

- L'augmentation générale des frais de nettoyage des locaux (+4K€ pour la Maison des Aînés).
- Divers ajustements réalisés à la baisse selon l'exécution 2023 : carburants (-1K€), formations (-1K€), divers autres ajustements (-4K€).

Les charges de personnel liées à la thématique des Aînés sont présentées en augmentation de 5,3% soit +21,4K€ en raison des revalorisations salariales détaillées plus haut.

Les charges de personnels représentent 31 % du budget de la thématique en faveur des aînés.

Les charges de gestion courante baissent de 9% soit -78,5K€. Elles regroupent le versement de secours et aides et les subventions d'équilibre versées aux budgets annexes du CLIC, des résidences autonomie et du budget prestataire (aides à domicile des résidences autonomie) :

- Secours et aides : le versement du maintien « reste à vivre » pour certains résidents relogés du Hameau des Brouettes vers la résidence Roses des Sables est en diminution de 57,7 % (-9K€). Cette aide, prévue à hauteur de 6,6 K€ (contre 15,6 K€ en 2023) compense les loyers légèrement supérieurs pratiqués à la résidence Rose des Sables. Elle est amenée à disparaître après le départ des résidents concernés.
- Les subventions d'équilibre aux budgets annexes : celles-ci représentent un montant global de 783 461 € en 2024 contre 853 299 € en 2023, soit une diminution 8,8 % (-69.8K€).

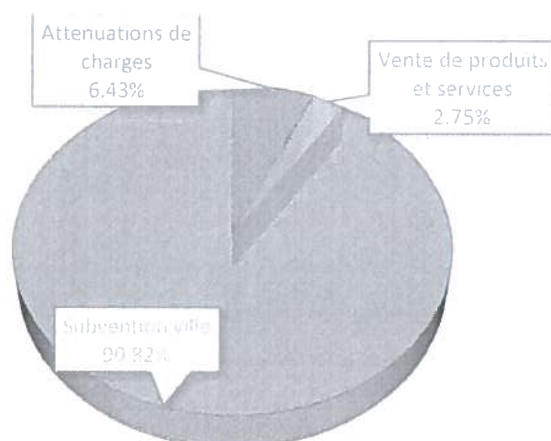
Budget	CA 2021	CA 2022	BP 2023	CA prev 2023	BP 2024	Evol % BP23 à BP24
Résidences	513 694 €	602 785 €	576 947 €	465 750 €	574 062 €	-0.50%
Prestataire	62 528 €	106 880 €	143 828 €	101 150 €	79 439 €	-44.77%
CLIC	87 597 €	47 500 €	132 524 €	95 747 €	129 960 €	-1.93%
TOTAL	663 819 €	650 285 €	853 299 €	662 647 €	783 461 €	-8.18%

La comparaison des 3 derniers CA maintient la subvention d'équilibre des budgets annexes autour de 660K€. Au BP 2024, la prévision qui reste prudentielle, est ramenée à 783,4 K€, soit -8.18% par rapport au BP 23.

Le coût global du transfert de l'Ehpad La Pléiade sera connu dans le courant du 1^{er} semestre 2024. Les inscriptions budgétaires nécessaires seront effectuées à l'issue des opérations de clôture, selon les dispositions du protocole d'accord, et ne sont pas intégrées dans le présent budget primitif.

Les charges financières qui découlent du remboursement de l'emprunt (10 530 €) souscrit pour financer des travaux à la Maison des Aînés. Le règlement du capital de l'emprunt (37 780 €, +5.04%) est également inscrit à la section d'investissement. Cet emprunt a été contracté à taux fixe.

Les recettes des actions en faveur des aînés sont constituées à 86 % par la subvention de la Ville, en progression de 150,3 K€. L'autofinancement correspond principalement aux recettes de la Téléalarme. Aucun financement extérieur n'est constaté à ce stade de la prévision 2024.



FINANCEMENT DE L'ACTION EN FAVEUR DES AINÉS

c. L'action en faveur de l'enfance

Les actions en faveur de l'enfance sont portées par le Programme de Réussite Educative (PRE). Ce dispositif correspond à des aides aux familles par le biais de prestations de services, réalisées par des associations ou des libéraux pour le soutien éducatif, l'accès aux loisirs, les soins de santé ou psychologiques, la scolarité, le langage, etc. Cette thématique est portée par des agents de la Ville qui dépendent de la DTE mais dont le budget est géré par le CCAS.

Comme déjà indiqué, le classement en QPV (Quartiers prioritaires politique de la ville) d'une partie des écoles de la rive gauche aura un impact sur le budget du PRE en 2024. Un financement complémentaire de l'Etat et de nouvelles dépenses de soutien aux familles sont attendus.

A noter, suite à la signature de la nouvelle convention ville – CCAS pour le PRE, les frais de fonctionnement et la quotité des personnels rattachés au PRE ont été revus.

Les charges à caractère général ne comportent plus la refacturation des dépenses liées aux bureaux occupés par le PRE et les frais afférents. On retrouve sur le budget CCAS principalement les dépenses d'intervention auprès des familles pour 215,3 K€ contre 140 K€ au BP 2023 soit une augmentation de 75,3 K€ (+54%).

Les charges de personnels mentionnées ci-dessus sont des charges de la Ville refacturées au CCAS. Elles comprennent les salaires chargés de 3 coordinateurs PRE et d'une référente de parcours qui intervenait jusqu'à présent hors convention PRE. Le recrutement d'une nouvelle référente de parcours est prévu courant 2024. Le montant refacturé par la ville au CCAS pour les charges de personnels est de 199K€ en 2024.

Dans le budget primitif 2024, le PRE est financé à 58% par l'Etat (240 K€), par l'intermédiaire de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT). Cette agence subventionne les frais de personnel et les actions du dispositif. Le CCAS, par l'intermédiaire de la subvention de la Ville contribue à hauteur de 22% (90,5 K€) et la Métropole à 21% (86,2 K€).

Les équilibres budgétaires du PRE pourraient évoluer en fonction des éléments retenus par l'Etat, le financeur principal.

d. L'insertion professionnelle et l'innovation sociale

C'est au sein de cette thématique que sont positionnés les crédits destinés au programme « Territoire zéro chômeur de longue durée ».

La majorité des crédits inscrits au titre de l'insertion professionnelle et l'innovation sociale au BP 2024 sont positionnés sur le budget du personnel pour 88,8 K€ sur les 146 K€ dédiés à cette thématique.

Ce montant comprend également la participation du CCAS à hauteur d'½ poste du chargé de mission recruté par la ville de Sotteville-lès-Rouen pour piloter le projet sur le territoire (39,3 K€).

La subvention de la Ville équilibre le budget réservé à cette thématique (92,9 K€).

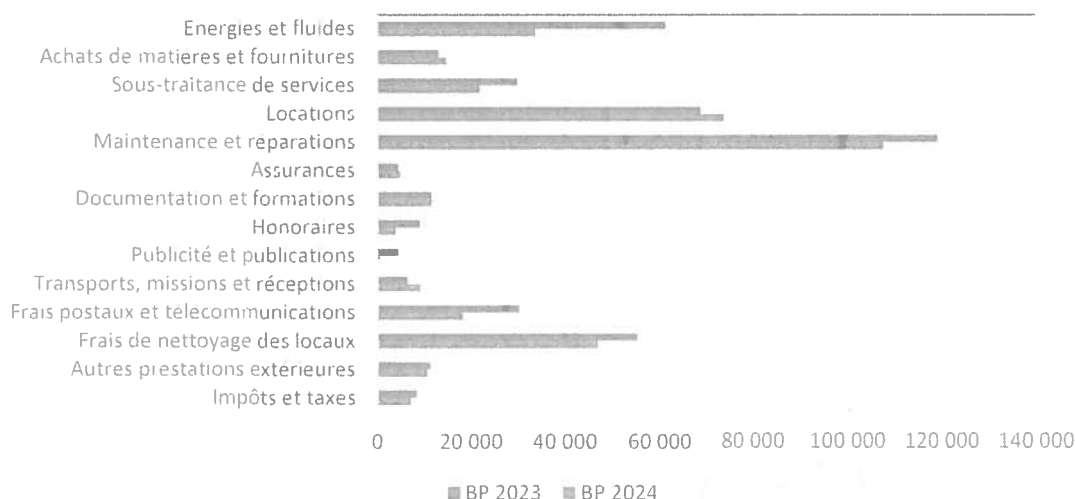
e. Moyens généraux

La somme globale des crédits réels de fonctionnement inscrits au titre des moyens généraux s'élève à 1 562 584.32 €, en augmentation par rapport à l'exercice 2023 (+4,41% soit +66 K€).

Cette évolution s'explique d'abord par le remboursement partiel de la subvention FSE 2020/2021 au Département pour 67,8K€, mais aussi par l'augmentation des charges de personnels (+22,1K€), des intérêts liés à l'emprunt contracté auprès du Crédit Agricole (+8,7K€), diverses charges exceptionnelles (+7K€) et par l'inscription d'une provision de 10 K€.

Les charges à caractère général fléchées sur les moyens généraux sont globalement en baisse de -68,4 K€ (soit -15,8%) en 2024. Elles regroupent notamment les achats de fluides, matières et fournitures (-25,9 K€ soit -34,7%), la sous-traitance de prestations (-8 K€), les locations (+5,2 K€), les dépenses de maintenance des matériels et d'entretien des terrains (-11,6 K€), la documentation et la formation (stables à 11,6 K€), les charges de postes et télécommunications (-12 K€), divers honoraires (-5,1K€), le nettoyage des locaux (-8,4 K€), ainsi que d'autres postes de dépenses détaillées ci-dessous :

Chapitre 011 - Charges à caractère général - Moyens Généraux



Les charges de personnel enregistrent une hausse de 2,15 % (+22.1 K€) en 2024. Les ETP transférés à la Ville (pour mémoire 5 ETP en RH, 2,5 ETP en finances (dont 2 pourvus), 1 ETP pour la commande publique) représentent une charge nette de 266,3 K€ refacturée au CCAS.

Le budget général de l'ensemble des services pour la médecine du travail est de 19,3 K€. Les enveloppes prudentielles pour le versement d'allocations de retour à l'emploi (10K€), le versement d'indemnités de

licenciement (10 K€), et le versement pour CET (compte épargne-temps) non consommé (10 K€) sont prévues au titre des moyens généraux. 6 K€ sont également prévus pour les stagiaires gratifiés et les apprentis.

Le remboursement de cotisations retraites indues à un agent (6,2 K€), le remboursement de la subvention FSE 2020/2021 pour 67,8 K€ et la dotation attribuée au COSC (36,4 K€, +7.9K€) représentent l'essentiel des charges de gestion courante, qui sont subissent en 2024 une augmentation de 86,5 K€.

Les charges financières inscrites à hauteur de 9 K€ permettront de régler les intérêts de l'emprunt effectué pour financer des travaux au siège du CCAS. Pour rappel, cet emprunt contracté à taux variable (taux TAM – taux annuel monétaire) voit ses frais financiers augmenter de manière importante du fait de la remontée des taux cette dernière année.

Des charges spécifiques sont prévues à hauteur de 7K€ pour annulation de titres de recettes sur exercice antérieur suite à une erreur matérielle.

Enfin, il est proposé de constituer une provision de 10K€ pour versement d'un capital décès est inscrite au chapitre 68 – dotations aux amortissements, dépréciations et provisions.

Les recettes prévues au titre des moyens généraux comportent :

- La reprise du résultat de fonctionnement repris de manière anticipée (630 K€ soit -157.4 K€),
- La subvention de la ville fléchée aux moyens généraux pour 970 K€,
- Des remboursements sur rémunérations (41.5 K€),
- Le remboursement des loyers du bâtiment des 4 cantons par la Régie des Quartiers (34.3 K€),
- Divers avoirs et remises commerciales pour 1K€.

7. Conclusion

Hormis les dépenses de personnel, pour lesquelles un soutien important est prévu en 2024, le CCAS parvient à contenir ses dépenses de fonctionnement dans un contexte économique incertain. Sans l'appui financier de la ville qui délèguera en 2024 une enveloppe de 5.2 M€ (+523.6 K€), il n'arriverait toutefois pas à financer ses dispositifs. Avec cet appui, le CCAS peut envisager de revenir à l'équilibre financier en fin d'exercice.

Fait à Rouen, le **27 MARS 2024**

Caroline DUTARTE

La Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen

